

Crises multiples, crise globale, crise de la globalisation

Jean-Marie Harribey

Contribution à un ouvrage collectif à paraître

26 septembre 2008

Comment prendre la mesure d'une crise, précisément celle déclenchée par l'affaire des crédits états-uniens dits *subprimes* ? Faut-il s'attacher à en raconter le déroulé depuis le moment où elle est apparue, un jour de l'été 2007 ? Faut-il s'en tenir à la description des mécanismes financiers qui se sont progressivement grippés au fur et à mesure qu'une bulle immobilière enflait aux Etats-Unis depuis le début de la décennie 2000 ? Les conditions dans lesquelles cette bulle s'était formée ont-elles à voir avec la sortie de la crise précédente qui avait marqué, à la fin de la décennie 1990, l'éclatement de la « nouvelle économie » liée aux nouvelles techniques d'information et de communication ? La répétition depuis 1987, qui vit un krach boursier mémorable se produire, de crises au Mexique (1995), en Asie du sud-est (1997), en Russie (1998), en Argentine (2001), est-elle le fruit du hasard ou renvoie-t-elle à une raison commune ?

Plus on accumule les questions, plus il apparaît nécessaire de replacer la crise actuelle dans le cadre des transformations du capitalisme contemporain, qui s'inscrivent dans le long terme et qui affectent toutes les sociétés du monde. Les principales de ces transformations concernent la globalisation du capital, l'interconnexion de la finance et de la production, et l'élargissement de la sphère de l'accumulation à toutes les activités humaines. À cette globalisation du capital correspond une globalisation de la crise, dont les multiples aspects s'emboîtent et se renforcent mutuellement : aspects de tous ordres, financier parce que l'instabilité du système est chronique, social parce que les travailleurs du monde entier voient leur situation régresser et que les populations les plus pauvres connaissent une grave pénurie alimentaire, écologique parce qu'aux pollutions et à l'épuisement des ressources s'ajoute le réchauffement du climat, géopolitique parce que les tensions, loin de se résorber avec la fin de la guerre froide, se sont ravivées.

L'examen méthodique de chacune des facettes de cette crise globale est facilité quand on les prend une par une, mais cela ne doit pas conduire à croire à une simple juxtaposition. La simultanéité des désordres, des soubresauts, des effondrements parfois et des malheurs des populations souvent n'est certainement pas fortuite. C'est pourquoi nous essaierons dans ce premier chapitre de proposer une analyse du contexte dans lequel s'inscrit cette crise, après en avoir dégagé les traits principaux.

Une crise financière

L'enchaînement des faits est connu.¹ Au cours du printemps et de l'été 2007, le marché de l'immobilier aux États-Unis s'est retourné. Un secteur porté par l'abondance de crédit depuis le début de la décennie arrive à un tel état de surproduction que les prix finissent par cesser de monter et amorcent une chute. Dans cette nouvelle conjoncture, les ménages américains modestes qui avaient emprunté voient la valeur de leurs actifs immobiliers s'éroder et sont de plus en plus en peine d'honorer leurs engagements vis-à-vis de leurs

¹ On pourra consulter en complément de ce livre la *Lettre du Conseil scientifique d'Attac*, n° 6, consacrée à la crise financière, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7372>, et le compte-rendu du séminaire « Spéculation et crises : ça suffit ! », tenu à la Sorbonne, le 21 juin 2008, <http://www.france.attac.org/spip.php?article8837>, et <http://www.stop-finance.org>.

banques créancières. Celles-ci, entraînées par la vague de financiarisation propre au néolibéralisme dont elles étaient l'un des moteurs, avaient transformé les hypothèques prises sur les logements et immeubles, dont elles avaient financé l'achat, en titres financiers, par la procédure de « titrisation ». Vendus, ces titres s'étaient dispersés dans les portefeuilles des innombrables institutions financières et fonds de placement qui agissent quotidiennement sur les marchés. Dissémination des titres hypothécaires et effondrement de leur valeur financière ont brutalement placé, pendant l'été 2007, le secteur bancaire et financier dans la plus grande difficulté. On pourrait croire que les banques avaient péché par ignorance du risque. Pas du tout, au contraire, elles entendaient tirer parti du fait qu'elles accordaient des crédits à haut risque (appelés *subprimes*). À leur tour, tous les fonds qui ont pour métier de spéculer espéraient profiter de hauts rendements puisque le marché immobilier semblait indéfiniment porteur.

Seuls les naïfs ou les experts aveuglés par leur suffisance y croyaient. Ils ont eu l'air surpris lorsque, le 22 juin 2007, la banque d'investissement Bear Stearns a annoncé la faillite de deux de ses fonds spéculatifs, quand, le 26 juillet, les bourses ont dévissé et quand, le 9 août, BNP Paribas a gelé trois de ses fonds. À partir de là, pour éviter une crise de liquidité, la Réserve fédérale (banque centrale des États-Unis), la Banque centrale européenne, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre ont injecté au cours des semaines suivantes des centaines de milliards de dollars, d'euros, de yens et de livres sterling. De plus, pendant tout le reste de l'année 2007 et le premier semestre 2008, la Réserve fédérale a baissé son taux directeur (ramené en quelques mois de 6,25% à 2%), toujours dans le but d'éviter la raréfaction de liquidités et la transmission de la crise à l'économie productive.

Rien n'y a fait. Les largesses de crédit des banques centrales n'ont empêché ni la crise de liquidité, ni la crise de solvabilité des banques, ni les répercussions sur la production mondiale. Le 17 septembre 2007, la banque Northern Rock voit son titre perdre 40% de sa valeur et la Banque d'Angleterre est contrainte de voler à son secours. Successivement, nous avons assisté, en France, aux déboires presque risibles de la Société générale et, aux États-Unis, au rachat de Bear Stearns par JP Morgan sous l'œil bienveillant de la Réserve fédérale, à la quasi nationalisation de Fannie Mae et Freddie Mac, et à la faillite de l'assureur American International Group (AIG), de la banque Lehman Brothers et de la caisse d'épargne Washington Mutual.

Plus grave, la crise a sauté la barrière qui sépare la sphère financière de l'économie réelle, celle qui produit, puisque la plupart des pays capitalistes développés sont au bord de la récession ou la connaissent déjà. Au deuxième trimestre 2008, la production de la zone euro a reculé de 0,2%, de 0,5% en Allemagne et de 0,3% en France. Seul le plan de relance de 140 milliards de dollars décidé par George W. Bush a empêché pour l'instant l'économie américaine de connaître le même sort, bien que le chômage ait beaucoup augmenté. L'ONU prévoit même pour 2008 et 2009 un recul des taux de croissance de la production mondiale autour de 1 à 1,5%, au lieu des 4% des années antérieures. Ainsi, au million de ménages américains (bientôt beaucoup plus) privés de logement, s'ajoutent les victimes de la même crise en Espagne, en Irlande, et tous les chômeurs supplémentaires, à cause de la récession qui gagne progressivement nombre de pays.

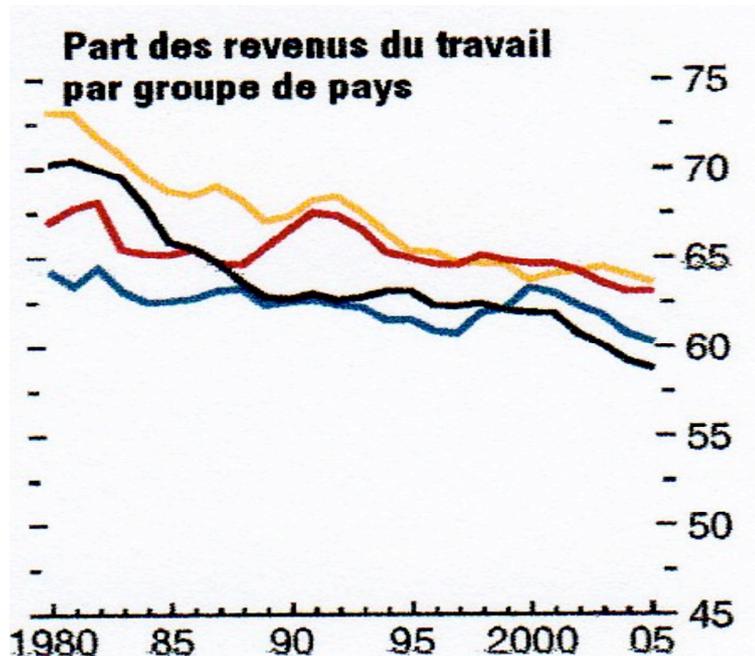
Nous reviendrons plus loin sur les raisons profondes de la propagation de la crise démarrée dans l'immobilier, mais, d'ores et déjà, on peut remarquer que, dans le domaine strictement financier, les banques centrales alimentent les bulles financières en période de surchauffe et, plus tard, sont contraintes de se porter au secours des institutions ayant pris trop de risques ou, pour le dire plus prosaïquement, ayant trop spéculé. Une telle contradiction dans la conduite des politiques monétaires ne peut qu'avoir des conséquences désastreuses pour toutes les sociétés.

Une crise sociale

La dimension sociale de la crise n'est pas née de la crise financière précédemment abordée, mais celle-ci exacerbe le phénomène, et cela dans deux directions : la condition salariale continue de se dégrader dans le monde entier et les populations les plus pauvres ont subi les conséquences d'une hausse brutale des prix des céréales de base, au point de provoquer ce qui a été appelé à juste titre une crise alimentaire.²

Les mouvements sociaux le disaient depuis de nombreuses années, les syndicats le répétaient, de même que les forces politiques qui ne s'étaient pas abandonnées dans les bras du néolibéralisme, Attac en faisait un de ses thèmes majeurs, mais toutes les voix dominantes le niaient : la part des richesses produites (la « valeur ajoutée ») allant aux salariés se réduisait, corrélativement à la montée de la part des profits. Un quart de siècle de dénégation qui s'achève aujourd'hui par un aveu général. Aussi bien le Fonds monétaire international (FMI) que l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et que l'Union européenne reconnaissent ce qu'ils ne peuvent plus nier. Sans exception dans les pays capitalistes développés, la part salariale a chuté dans des proportions pouvant atteindre 10 points ou plus de pourcentage de produit intérieur brut (PIB).

Fondamentalement, le modèle d'accumulation financière a donc fini par exploser parce que, à force de précariser la condition salariale, la finance hors-sol a fait long feu. À l'illusion d'un monde enchanté où la richesse naîtrait du néant, grâce à une finance fétiche, a succédé une crise globale car il y a une limite à l'exploitation de la force de travail, de la même façon que le capitalisme approche de la limite de l'exploitation de la nature.

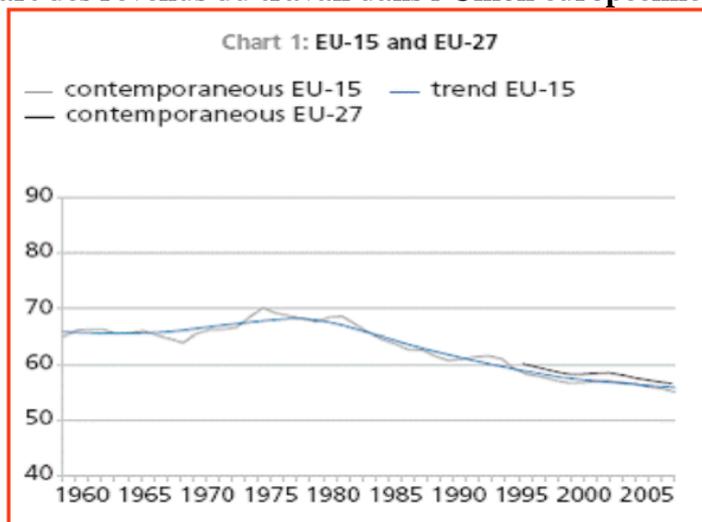


Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, Rapport avril 2007, p. 184.

En jaune : Europe ; en bleu : Etats-Unis ; en rouge : autres pays anglo-saxons ; en noir : Japon.

² Nous insistons pour ne pas faire de la crise alimentaire une catégorie qui serait à part du social entendu comme le mode d'organisation de la société : la question alimentaire touche évidemment à l'un des besoins premiers et vitaux de l'humanité, mais elle constitue aussi un puissant révélateur de la manière dont les hommes règlent leurs rapports.

Part des revenus du travail dans l'Union européenne



Source : Commission européenne, *Employment in Europe, Report 2007*, chapitre 5, « The labour income share in European Union », p. 4.

Comment expliquer cette évolution de la part salariale dans la valeur ajoutée, qui est l'une des caractéristiques majeures du néolibéralisme depuis un quart de siècle ? En raison d'un rapport de forces très défavorable aux travailleurs touchés ou menacés par le chômage, les patronats et les gouvernements ont réussi à imprimer un double mouvement. D'une part, sous couvert d'une lutte contre l'inflation, ils ont imposé une déconnexion de l'évolution des salaires nets par rapport à l'évolution de la productivité du travail, l'essentiel des surplus de cette dernière allant aux profits. D'autre part, ils ont réduit le périmètre de la protection sociale qu'il faut considérer comme du salaire socialisé puisqu'une fraction de la richesse collective est mutualisée, à travers l'assurance maladie et les retraites collectives. La régression sociale prend en effet la double dimension d'une austérité des salaires directs et des contre-réformes de l'assurance maladie et des retraites vouées à être progressivement privatisées.

La crise sociale dans les pays du Sud prend d'autres formes. Au sein des pays appelés « émergents », la violence de l'accumulation du capital, conduite le plus souvent par des firmes multinationales, s'exprime de manière crue. Ainsi, les droits sociaux élémentaires ne sont pas reconnus, comme en Chine, ou bien les luttes sociales sont-elles réprimées, comme la grève générale des travailleurs coréens en 1996-97, qui fut peut-être l'une des premières résistances organisées et massives contre la mondialisation néolibérale.

Au sein des pays les plus pauvres, la crise sociale a pris le visage, au cours de l'hiver 2008, de ce que les médias ont appelé les « émeutes de la faim ». Au cours des deux dernières années, les prix des céréales de base ont connu sur les marchés mondiaux une hausse spectaculaire. Le riz, le blé, le maïs, bases de l'alimentation d'une très grande majorité de la population mondiale, ont vu leurs cours multipliés par deux ou trois. On nous dit que c'est la faute aux Chinois, aux Indiens, aux Brésiliens, qui veulent manger trois fois par jour. Peut-on croire que la hausse de la demande puisse provoquer une poussée aussi brutale des prix en l'espace de quelques mois ?

En réalité, au fur et à mesure que les gérants de fonds de placement ont pris conscience que les titres financiers qu'ils possédaient risquaient d'être dévalorisés à cause de la crise boursière, ils ont cherché d'autres « valeurs refuges ». Ils ont donc converti leur argent en placements sur les matières premières et les denrées alimentaires, dont ils savaient qu'elles n'avaient à long terme que peu de risques de baisser, parce que leur demande aura, dans l'avenir, tendance à augmenter.



Source : *Le Monde*, 13 avril 2008

Cette tendance de fond lente s'est transformée en un mouvement brutal qui frappe avec violence les populations les plus fragiles. Sur tout le continent africain et dans certaines parties de l'Asie, des émeutes de la faim ont commencé à éclater. Les populations des pays où le FMI et la Banque mondiale avaient imposé la suppression des subventions sur les denrées de base, l'affectation des meilleures terres à des cultures d'exportation, au détriment des cultures vivrières, se trouvent désormais à la merci des hausses de prix. Des prix qui ne sont plus régulés, à cause de la libéralisation décidée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'ailleurs, la meilleure preuve que la spéculation a été à l'origine de l'explosion des prix des céréales, et aussi des matières premières comme le pétrole, est que depuis le début de l'été 2008, un retour en arrière s'est produit, certes inférieur à la hausse précédente, mais qui ne peut s'expliquer fondamentalement par les variations de la demande.

Les cris d'alarme ne manquent pourtant pas. Et ils ne viennent pas uniquement des organisations paysannes comme Via Campesina. Après Jean Ziegler, le nouveau rapporteur spécial auprès des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter l'affirme : « Les biens agricoles ne sont pas des marchandises comme les autres, et ce serait une grave erreur de les considérer comme telles. Pour deux raisons. D'abord, on ne produit pas seulement pour nourrir les gens, mais aussi pour assurer l'exercice d'un droit de l'Homme. Il ne faut donc pas fragiliser cette capacité de tous à se nourrir à des conditions acceptables et pour un prix raisonnable. »³ Les multinationales ont bien compris l'enjeu pour elles de modifier génétiquement les semences afin de subordonner les trois ou quatre milliards de paysans dans le monde.

Au total, le résultat est là : les inégalités s'aggravent, au Nord comme au Sud et entre le Nord et le Sud. La Banque mondiale elle-même écrit : « Le monde en développement est plus pauvre que nous le pensions, mais il n'enregistre pas moins de succès dans la lutte contre la pauvreté »⁴. En langage clair, cela signifie que, s'il y a un peu moins de pauvres dans le

³ Médiapart, <http://www.mediapart.fr/journal/international/050908/les-solutions-a-la-crise-alimentaire-existent-les-dirigeants-politiques>

⁴ S. Chen, M. Ravallion, « The Developing World Is Poorer Than We Thought, But No Less Successful in the Fight against Poverty » Policy research working paper, 4703, août 2008, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2008/08/26/000158349_20080826113239/Rendered/PDF/WPS4703.pdf.

monde qu'il y a 25 ans (1,4 milliard de personnes avec moins de 1,25 dollar par jour aux prix de 2005 contre 1,9 milliard en 1980), cela est dû essentiellement au décollage économique de la Chine, pays à l'intérieur duquel les inégalités explosent, justement depuis ce décollage ! Encore faut-il ajouter que les statistiques de la Banque mondiale n'ont pas encore enregistré les effets dramatiques de la crise alimentaire récente. Elles ne peuvent pas non plus prendre en compte le fait que la crise sociale qui frappe les plus pauvres du monde est aggravée par la crise écologique, nouvelle limite à l'expansion généralisée de l'activité économique.

Une crise écologique

Le constat d'une crise écologique n'est plus maintenant fait seulement par quelques écologistes isolés, mais est dressé par l'ensemble de la communauté scientifique et reconnu de plus en plus par les institutions internationales, notamment l'ONU depuis qu'elle a tenu des conférences mondiales sur cette question, notamment à Stockholm en 1972 et à Rio de Janeiro en 1992. Des institutions aussi réfractaires à l'analyse réelle des situations comme l'OCDE lui emboîtent le pas et multiplient les rapports faisant l'inventaire des multiples dégradations (voir encadré).

Le diagnostic de l'OCDE

Dans ses *Perspectives de l'environnement à l'horizon 2030*⁵, l'OCDE identifie 15 caractéristiques à propos desquelles elle émet un « feu rouge »⁶ :

- émissions mondiales de gaz à effet de serre ;
- preuves de plus en plus nombreuses que le changement climatique a déjà lieu ;
- qualité des écosystèmes ;
- disparition d'espèces ;
- espèces exotiques envahissantes ;
- forêts tropicales ;
- abattages illégaux ;
- fragmentation des écosystèmes ;
- pénurie d'eau ;
- qualité des eaux souterraines ;
- utilisation et pollution des ressources en eau par l'agriculture ;
- qualité de l'air urbain ;
- gestion et transport des déchets dangereux ;
- gestion des déchets dans les pays en développement ;
- substances chimiques dans l'environnement et dans les produits.

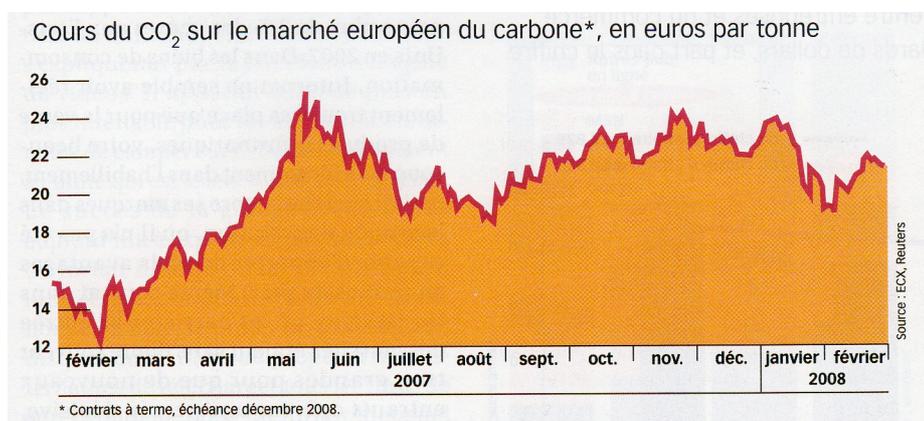
L'OCDE n'en tire bien sûr pas la conclusion qu'il faut revoir les modèles de production et de consommation ou s'écarter du productivisme, mais au contraire qu'il faut approfondir la marchandisation de la société : « Généraliser les approches fondées sur les mécanismes du marché afin de permettre des gains d'efficacité et de parts de marché grâce à l'innovation. »

La communauté internationale affiche cependant sa volonté de lutter contre le réchauffement climatique. Elle prépare l'adoption d'un plan qui fera suite au Protocole de Kyoto (1997) visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Jusqu'ici, aucun des objectifs fixés, pourtant peu ambitieux, n'a été atteint. Parce qu'aucun État n'a vraiment pris le problème à bras-le-corps. Les États-Unis ont refusé de ratifier le protocole de Kyoto. Et l'Union européenne s'est ralliée au principe discutable du marché de permis d'émission qui

⁵ http://www.oecd.org/document/40/0,3343,fr_2649_34305_40138216_1_1_1_1,00.html.

⁶ Voir le résumé présenté par J. Cossart, <http://www.france.attac.org/spip.php?article8355>.

n'a eu strictement aucun effet écologique, car la quantité de quotas de tonnes de carbone autorisée a été tellement importante que le prix de la tonne de CO₂ a d'abord chuté jusqu'à quelques centimes d'euros, puis a connu des variations incompatibles avec une réelle régulation.



Source : *Alternatives économiques*, Hors-série, n° 77, 3^e trimestre 2008.

Les climatologues du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estiment que seule l'élimination presque totale des émissions de gaz à effet de serre pourrait stabiliser la concentration de CO₂ dans l'atmosphère.⁷ Alors qu'il faudrait donc, au moins, diminuer les émissions de gaz à effet de serre de 75% d'ici 2040 pour stabiliser le réchauffement climatique à 2° C, l'Union européenne n'envisage qu'un timide 20% d'ici 2020 et les États-Unis n'entrevoient qu'une simple stabilisation des émissions à cette date.

Plus grave encore, des fonds de placement ont compris quel parti ils pouvaient tirer de placer leur argent sur des quotas de carbone, devenus de véritables instruments financiers sur lesquels ils spéculent à la hausse à long terme, puisque la crise écologique s'aggrave inexorablement.

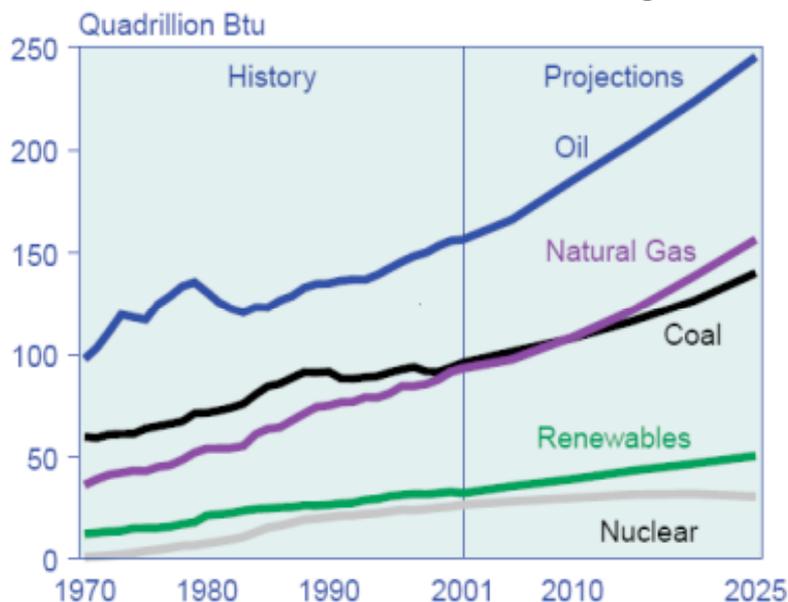
Pendant que les paris sur les titres financiers et sur les matières premières font le quotidien de la Bourse, au mépris des conditions sociales dans les entreprises et pour le plus grand bénéfice des actionnaires, apparaissent de nouvelles formes de spéculation qui portent sur les denrées alimentaires et sur la protection du climat. Non contentes de polluer les sols, les océans et l'air, les firmes multinationales entendent profiter de la lutte contre les dégradations qu'elles ont contribué à engendrer.

Au lieu d'envisager une révision du modèle économique productiviste qui épuise la planète et dérègle le climat, la plupart des gouvernements et des grandes firmes préparent la reconversion de millions d'hectares en terres à agrocultures à la place de la nourriture.

Sur le plan de la question énergétique, le pic de la production pétrole approche à grands pas, s'il n'est déjà franchi. L'épuisement de cette ressource est donc une affaire de quelques décennies tout au plus. C'est la même chose pour le gaz naturel et l'uranium. Dans ces conditions, l'Agence internationale de l'énergie reconnaît elle-même que le recours au nucléaire ne peut être une solution pour l'humanité : alors qu'il représente environ 6% de l'énergie primaire et à peine 3% de l'énergie finale, les prévisions font état d'une stabilité de cette proportion.

⁷ Rapport complet du groupe de travail I du GIEC, chapitre 10, p. 824-825, <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg1/ar4-wg1-chapter10.pdf>.

Évolution de la consommation mondiale d'énergie



Source : Agence internationale de l'énergie, <http://www.iea.org>

La gestion du climat et des ressources naturelles ne peut donc être laissée aux spéculateurs. Ni même aux experts qui ne la voient qu'au travers de calculs comparatifs de coûts, à l'instar du rapport de Nicolas Stern au gouvernement du Royaume-Uni le 30 octobre 2006⁸, qui a évalué de 0,5% à 1% du produit mondial le coût économique annuel du réchauffement climatique d'ici 2050, davantage si le réchauffement s'accélère. Avec un réchauffement de 5 à 6° C, la perte de production mondiale pourrait atteindre 5 à 10%, et plus de 10% pour les pays pauvres. Le coût de l'inaction face au changement climatique est estimé par ce rapport à 20% de la consommation par tête.

S'en tenir à ces évaluations économiques laisserait passer l'essentiel, non seulement parce qu'il y va de la survie des plus pauvres, qui sont les moins bien armés face au dérèglement climatique, à la montée des océans et à la raréfaction des ressources, mais aussi parce que la crise écologique nous met devant une situation qui va bien au-delà de la dégradation de la planète. La crise écologique nous fait toucher du doigt que l'humanité est sur le point de franchir les limites au-delà desquelles la possibilité de vivre ensemble est compromise, voire anéantie. En fin de compte, l'accumulation du capital repose sur la possibilité de la cantonner à une minorité. L'accès des classes laborieuses des pays développés à un meilleur niveau de vie après la Seconde Guerre mondiale a fini par être considéré comme portant tort au taux de profit. L'irruption de nouvelles puissances économiques importantes rapproche le « système monde », comme dit l'historien Immanuel Wallerstein, d'un point de bascule.⁹ D'une crise aux aspects multiples, on débouche sur une crise globale qui est sans doute une crise de la globalisation.

Une crise globale qui est une crise de la globalisation

Dans les années 1970, tous les économistes libéraux, tous les commentateurs médiatiques et tous les gouvernements du monde discourent sur les « chocs pétroliers » de

⁸ Un résumé en français de ce rapport se trouve à http://www.hm-treasury.gov.uk/media/E/F/stern_longsummary_french.pdf. Le texte complet en anglais figure à http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm.

⁹ I. Wallerstein, « La fin d'un monde », *Sciences humaines*, « Les grands dossiers », n° 12, septembre-octobre-novembre 2008.

1973 et 1979 auxquels était imputée la crise économique qui frappait les pays capitalistes développés. Si ce diagnostic avait signifié que la croissance précédente avait commencé à épuiser une ressource fossile, on aurait pu y voir un indice de compréhension de la gravité de la situation. Non, il s'agissait de disculper le système économique capitaliste de toute responsabilité dans la genèse de la crise.

Seuls quelques rares chercheurs n'ayant pas oublié que le capitalisme est un système fondé sur l'accumulation (voir encadré) et traversé de contradictions avaient repéré que les taux de profit s'étaient fortement émoussés à partir du milieu des années 1960 aux États-Unis, quelques années après en Europe et au Japon. En France, l'INSEE lui-même corroborait ce constat¹⁰. Plus récemment des économistes marxistes ont confirmé la rupture intervenue à cette époque dans la rentabilité du capital, elle-même reliée à l'affaiblissement de la « productivité » du capital¹¹. Avec le recul aujourd'hui, l'hypothèse que les « Trente Glorieuses » ne furent qu'une phase de rattrapage des énormes dégâts provoqués par « trente années de guerre » (deux guerres mondiales encadrant la sévère crise des années 1930) semble sérieuse¹².

Mais, lorsque s'achèvent les « Trente Glorieuses », peu savent que c'est la fin de la période de croissance forte et de la phase de « compromis social », car le néolibéralisme va balayer tout cela en libérant la circulation des capitaux pour restructurer l'économie mondiale et restaurer rapidement les taux de profit. Ce qui fut fait. La globalisation financière était en marche, ignorant qu'une nouvelle contrainte se profilait. André Gorz la définissait ainsi en 1978¹³ :

« Dans sa phase avancée, le développement capitaliste repose principalement sur le remplacement des ouvriers par des machines, du travail vivant par du travail mort. [...] La logique du capital est de chercher à croître. [...] Ce type de croissance constituait une fuite en avant, non une solution durable : il cherchait à éviter la baisse du taux de profit et la saturation du marché par la circulation accélérée du capital et l'usure accélérée des produits. [...] Il créait des effets contraires à ses buts [...] et il provoquait de nouvelles raretés *relatives*, de nouvelles insatisfactions et formes de pauvretés. [...] Cette fuite en avant, qui de toute manière, devait déboucher sur une crise économique, s'est terminée à l'occasion de la crise du pétrole. Celle-ci n'a pas *causé* la dépression économique ; elle a déclenché et révélé une dépression qui couvait depuis plusieurs années. Surtout elle a permis de toucher du doigt le fait que le développement capitaliste avait provoqué des raretés *absolues* : en essayant de surmonter les obstacles *économiques* à la croissance, le développement capitaliste avait fait naître des obstacles *physiques*. »

En régime capitaliste, la rareté absolue se manifeste normalement par l'explosion des prix avant de se manifester comme pénurie. Selon le dogme de l'économie libérale (ou néolibérale), l'augmentation d'un prix par suite d'une rareté provoque une augmentation de la production du bien rare : car la production de ce bien est devenue plus rentable. Ce raisonnement suppose toutefois que ce bien soit *productible*. Or les raretés qui se sont aggravées à partir du milieu des années 1960 concernaient principalement des biens *non productibles*. [...] La rentabilisation du capital a rencontré des *limites physiques*.

[...] En résumé nous avons affaire à une crise classique de suraccumulation compliquée par une crise de reproduction due, en dernière analyse, à la raréfaction des ressources naturelles. »

¹⁰ Insee, *Fresque historique du système productif*, Les Collections de l'Insee, n° 27, 1974.

¹¹ Voir notamment G. Duménil, D. Lévy, *Crise et sortie de crise, Ordre et désordres néolibéraux*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2000.

¹² Telle est la thèse soutenue notamment par I. Johsua, *Une trajectoire du capital, De la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie*, Paris, Syllepse, 2006.

¹³ A. Gorz, *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, 1978, p. 29-35.

L'accumulation du capital

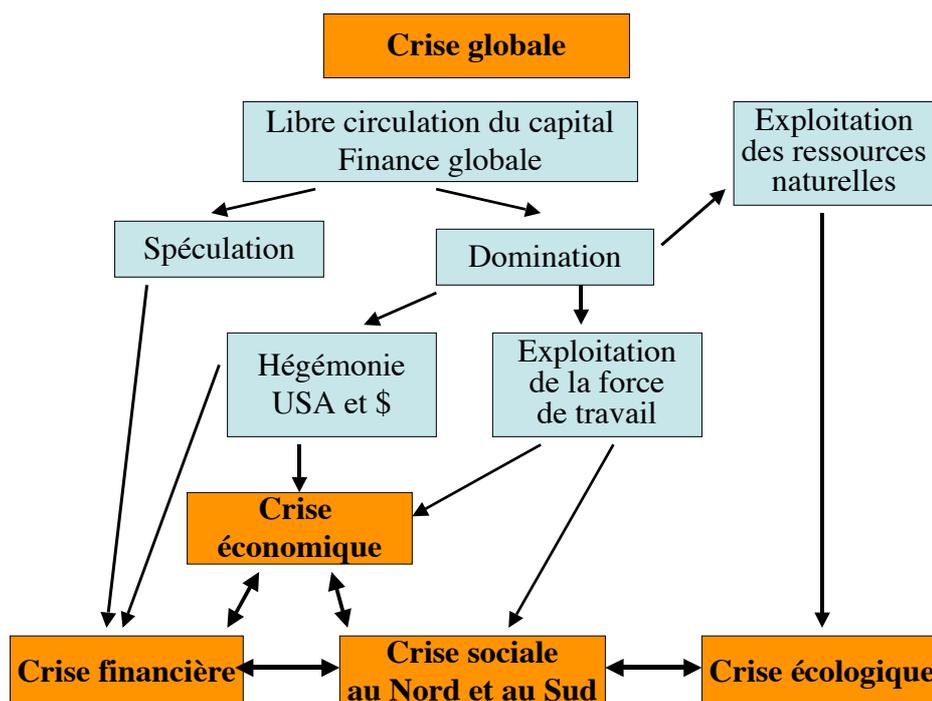
Ce concept nous vient de l'économie politique et de sa critique par Karl Marx [*Le Capital*, 1867]. Ce dernier montra que la plus-value retirée de l'exploitation de la force de travail est en grande partie réinvestie par les capitalistes pour élargir sans cesse les capacités de production aux fins d'en retirer toujours plus de profit. Ainsi s'enclenche et se perpétue la dynamique d'accumulation du capital qui nécessite une croissance sans fin de la production de marchandises. Cependant, cette dynamique est contradictoire et conflictuelle car elle est jalonnée de crises récurrentes. Selon les périodes, la part de plus-value accumulée varie en fonction du taux de profit espéré, du comportement productif ou spéculatif des détenteurs du capital et de la part de plus-value prélevée par l'impôt.

[...] Derrière l'accumulation, il y a l'exploitation de la force de travail dissimulée par les rapports d'argent, mais cette « immense accumulation de marchandises » n'est que la fuite en avant vers le « règne de la marchandise ».

C'est la raison pour laquelle l'accumulation ne peut être tenue pour synonyme d'amélioration du bien-être [...] Aujourd'hui, la crise écologique remet en cause la croyance en une possible croissance économique infinie qui caractérise le productivisme commun à beaucoup de régimes d'accumulation.

[...]Marx tenta d'expliquer ce qu'il appelait les crises du cycle économique, dites crises « générales » de « surproduction » puisque les produits apparaissent invendables dans l'ensemble des branches. Son analyse met l'accent sur les processus de rentabilité du capital (le taux de profit), à court et long terme. Pour lui, le capitalisme traverse des phases de baisse du taux de profit. Celle-ci est essentiellement due à la moindre rapidité de l'augmentation des profits par rapport au capital engagé, puisque seul le travail crée de la valeur nouvelle et que le capital investi dans les équipements croît plus vite que celui destiné à payer la force de travail (il y a alors « suraccumulation de capital »). À plus court terme, l'accumulation du capital conduit périodiquement vers le plein emploi, provoquant des hausses de salaires qui diminuent la rentabilité ; des mécanismes financiers, notamment de crédit, sont également à l'œuvre. La contradiction fondamentale en matière de stabilité est l'expression de la logique de fonctionnement d'un système tourné vers la rentabilité et non la satisfaction des besoins de la population.

Source : ATTAC, *le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006.



Le virage fut vite négocié : ce fut celui du néolibéralisme. Les représentants de la haute bourgeoisie financière mondiale, le groupe Bilderberg, la Commission trilatérale¹⁴, les institutions financières internationales et les gouvernements des principaux pays industrialisés ne perdirent pas de temps. Il était hors de question de relancer l'accumulation du capital en utilisant les mêmes recettes qu'après-guerre. L'ère du colonialisme « primitif » était dépassée, et la consommation, relancée constamment par des salaires corrélés à la productivité et par une protection sociale universelle, coûtait trop cher aux yeux d'actionnaires ayant repris le pouvoir.

Tous les obstacles furent abolis et les contrôles mis en place à Bretton Woods (1944) disparurent. À marche forcée, le monde s'engageait sur la voie des dérèglementations, des privatisations, en un mot de la libéralisation pour mieux marchandiser tout ce qui avait jusque-là échappé à la loi de la rentabilité maximale : transports publics, télécommunications, énergie, distribution de l'eau, et bientôt école, santé et retraites. Un nouveau cadre se dessinait à l'intérieur duquel se multipliaient fusions, absorptions, délocalisations, et ces restructurations renforçaient la concentration du capital. Pour faire entrer les pays du Sud dans le moule de la mondialisation, le FMI et la Banque mondiale leur imposèrent des plans d'ajustement structurel. Le dogme reçut même une appellation contrôlée : le « consensus de Washington ».

La dérèglementation financière engendra la prolifération de techniques financières baptisées « innovations » : produits dérivés, titrisation, marchés à terme, rachat d'actions, effet de levier, stock-options. Tout cet arsenal, dont l'utilisation fut facilitée par l'informatique, eut pour effet de favoriser une instabilité financière chronique, débouchant périodiquement sur la montée d'une bulle spéculative suivie systématiquement d'un krach. Puisque la stabilisation de la demande ne passait plus par une répartition des revenus dont les salariés tiraient quelque avantage, elle fut, aux États-Unis assurée par un développement considérable de l'endettement et par une réduction à néant de l'épargne des ménages riches. Ces derniers, profitant de la valorisation de leur patrimoine financier, s'enivrèrent de consommation et tirèrent la croissance américaine. Cela ne dura qu'un temps, car la consommation des riches et les déficits de l'État, à cause notamment des guerres en Afghanistan et en Irak, furent des aspirateurs à capitaux extérieurs, provoquant des déséquilibres en chaîne dans l'économie mondiale.

Au cœur d'une crise, le dilemme des banques centrales est cruel mais logique : soit elles ouvrent le crédit (c'est ce que fit la Réserve fédérale entre 2001 et 2004) et les fonds de placement empruntent pour spéculer et initient une nouvelle bulle qui finit par entraîner l'économie dans sa chute, soit elles le restreignent et l'économie réelle est bridée. Le capitalisme néolibéral dérive entre deux écueils : effondrement ou asphyxie.

Certains voient dans la capacité du capitalisme à s'approprier toute la connaissance humaine la possibilité de repousser encore la barrière de l'accumulation, en happant à son profit tous les moments de la vie des individus, dans le travail et hors du travail. Mais cette tentative de soumettre, subsumer et aliéner toujours davantage l'être humain, et, avec lui, toutes les ressources naturelles, est proprement insoutenable. Gorz le dit ainsi : « le capitalisme dit cognitif *est* la crise du capitalisme »¹⁵ ou encore : « le "capitalisme cognitif" *est* la crise du capitalisme tout court »¹⁶. C'est dire combien le projet séculaire de contribuer à réduire l'aliénation du travail par l'utilisation des gains de productivité pour réduire le temps

¹⁴ . Sur ces deux institutions, voir Attac, *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006, p. 170-171.

¹⁵ . A. Gorz, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, p. 55.

¹⁶ . A. Gorz, *L'immatériel, op. cit.*, p. 47.

de travail reste actuel, à l'heure d'une crise sociale et d'une crise écologique combinées.¹⁷

Le capitalisme, dans sa phase néolibérale, n'est en définitive pas seulement confronté à son problème classique, celui de faire produire de la valeur par la force de travail et de la réaliser en profit sur le marché. Par sa volonté même de marchandiser toute ressource et toute forme de vie sur la terre, il se heurte à une frontière. Il ne lui sera pas possible de la repousser au-delà de ce que la biosphère permet. C'est pourquoi la crise écologique nous oblige à renouveler le cadre de l'analyse critique du capitalisme contemporain et de l'alternative à lui opposer : puisque la croissance économique matérielle infinie est impossible, il est impératif de repenser le développement humain.

Et c'est là que se situe la raison d'être de l'altermondialisme : face au projet global, totalitaire, de la marchandisation, construire un projet d'émancipation par rapport à toutes les formes de domination et d'aliénation. En imposant un nouvel ordre social au monde, le capitalisme néolibéral a certes renforcé le pouvoir et la richesse de ceux qui possèdent du patrimoine, mais il a sapé dans le même temps la possibilité de pérenniser cette situation. Il revient aux travailleurs – puisque le travail est malmené par le capital – et aux citoyens – puisque les conditions d'une « bonne vie » ensemble sont détériorées – d'en hâter la sortie.

¹⁷ Voir notamment J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; ATTAC, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004.